



**Vendredi
9 décembre
2022**

Pour nous suivre :

Facebook :
[Lutte ouvrière
Chaumont](#)

Site internet LO :



Contact :

courrier postal :

Sylvain Demay,
conseiller municipal
Lutte ouvrière

20 rue Jules Tréfousse

52 000 CHAUMONT

tél : 06 64 65 27 44

mail :

sylvaindemay@yahoo.fr
chaumont@lutte-ouvriere.org

Facebook :

[Sylvain.Demay.LO](#)

Twitter :

[@DemaySylvain](#)

Crise énergétique : le gouvernement veut nous faire marcher au pas

Le gouvernement l'a annoncé : si nécessaire, cet hiver, il coupera l'électricité deux heures le matin ou le soir.

La menace est-elle réelle ? Est-ce un coup de pression gouvernemental pour forcer la population à baisser sa consommation ? L'un n'empêche pas l'autre.

En tout cas, le message politique est clair : si vous ne faites pas assez d'efforts, si vous ne réduisez pas votre consommation d'électricité et ne baissez pas votre chauffage à 19°, eh bien, vous n'aurez plus le choix, on vous coupera le courant !

Ça s'appelle mener la population à la trique.

Comme lors de la crise sanitaire, il y a deux ans et demi, le gouvernement appelle à la mobilisation. Et si nous ne sommes pas volontaires, ce sera la contrainte et l'autoritarisme.

Lors du Covid, il fallait obtempérer sans rechigner aux ordres de confinement aussi contradictoires qu'absurdes : ne pas sortir de chez soi le week-end, mais aller travailler la semaine, par exemple. Tous ceux qui ont écopé d'une amende parce qu'ils promenaient leur chien à plus d'un kilomètre de chez eux en savent quelque chose.

Quant aux travailleurs de la santé qui ont perdu leur gagne-pain parce qu'ils n'étaient pas vaccinés, ils continuent de payer cette politique autoritaire aujourd'hui.

Malgré l'incurie et l'aberration de leur politique sanitaire, le gouvernement et les préfets sont très satisfaits de l'expérience de confinement, car l'essentiel pour eux était que la population obéisse sans se révolter.

Ce ne sont pas les inquiétudes ou les intérêts des petites gens qui guideront le gouvernement pour décider des coupures d'électricité, c'est la continuité des affaires.

La bourgeoisie, à la tête des grandes entreprises, est déjà en train de plaider sa cause auprès des préfets, voire des ministres, et la liste des entreprises exemp-

tées de l'effort national s'allonge.

Les classes populaires, les travailleurs, les petites gens, eux, n'ont jamais leur mot à dire.

Ils sont les premiers touchés par la crise énergétique car c'est d'abord sur eux que pèse l'explosion du prix de l'énergie.

Et en plus de cela, les leçons de morale, les appels au civisme et aux sacrifices, sont encore pour eux ! Pendant ce temps, les plus riches feront tourner plein pot des groupes électrogènes pour alimenter leurs palaces et disposer de tout leur confort habituel.

Le gouvernement n'est pas capable de planifier la production d'électricité pour répondre aux besoins de la population, alors il planifie les coupures, la pénurie et le rationnement.

Lors de la crise sanitaire, il manquait masques, blouses et gants, mais le gouvernement planifiait nos heures de sortie. C'est comme cela pour tout.

Le gouvernement est incapable de faire en sorte que tout le monde ait un travail, mais il organise la baisse des indemnités chômage et le report de l'âge de départ à la retraite.

Le gouvernement planifie le retour vers le passé, vers la misère et la précarité.

Et s'il décidait de faire la guerre et sonnait la mobilisation générale de la jeunesse, eh bien, là encore, il ne laisserait le choix à personne.

Seuls les travailleurs peuvent remettre de l'ordre dans ce chaos : en se battant pour imposer que l'économie et la société soient organisées en fonction des besoins de la population.



Le congrès de Lutte ouvrière

Le congrès annuel de Lutte ouvrière s'est tenu les 3 et 4 décembre 2022 en région parisienne.

Il a été largement consacré à la situation internationale, à l'aggravation brutale de la crise de l'économie capitaliste et aux menaces d'une guerre généralisée. Il a aussi fait le bilan de notre activité de l'année passée.

Plusieurs camarades représentant des organisations se situant sur les mêmes bases programmatiques que

Congrès de Lutte ouvrière : motion à propos de la guerre en Ukraine

À propos de la guerre en Ukraine, le congrès a voté à l'unanimité la résolution suivante :

« La guerre en Ukraine, opposant les puissances impérialistes de l'OTAN à la Russie, avec la peau du peuple ukrainien, mais aussi celle du peuple russe, menace le monde entier d'une déflagration généralisée.

Quels que puissent être la concrétisation future de cette menace et le cheminement qui y mène et quels que seront les camps en présence, ce sera une guerre de la bourgeoisie impérialiste contre les peuples embrigadés comme chair à canon.

Pour éviter la guerre, les peuples ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie impérialiste, ses hommes politiques, ses états-majors qui, au contraire, préparent méthodiquement l'embrasement général par l'accumulation d'armes et par la mise au pas des populations. Les travailleurs devront s'opposer à la guerre avec leurs moyens et leurs armes de classe, avec

CHU de Dijon : un décès dramatique

Une famille a porté plainte contre le CHU de Dijon à la suite du décès d'une patiente de 77 ans. Entrée pour une fracture du fémur, elle serait morte de faim à force de reports successifs de son opération.

Beaucoup de points restent à éclaircir. Entrée via les Urgences, elle a d'abord été admise en Chirurgie gynécologique, avant de pouvoir être transférée en Traumatologie, le service dédié, qui n'avait pas de place pour l'accueillir à son arrivée.

Lutte ouvrière, et militant en Guadeloupe et en Martinique, à La Réunion, aux États-Unis, en Côte d'Ivoire, en Haïti, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Allemagne, en Italie et en Turquie, sont également intervenus pour décrire la situation de la classe ouvrière dans les pays où ils militent et les perspectives qu'ils y défendent.

Le congrès a élu les organes de direction de Lutte ouvrière, son comité central et son comité exécutif.

comme perspective la transformation de la guerre en guerre civile contre la bourgeoisie.

Les travailleurs conscients doivent refuser le mécanisme guerrier qui se met en place, comme ils doivent refuser toute forme d'union sacrée derrière leur bourgeoisie et l'État qui défend les intérêts de cette dernière. Ils doivent se méfier de toute la propagande mensongère de la classe dominante, à commencer par la défense de la patrie, alors que, derrière ces mots, il n'y a que les intérêts de la classe capitaliste et des plus riches.

Pour ce qui est de la guerre déjà présente en Europe, les travailleurs n'ont à prendre parti ni pour la Russie de Poutine, ni pour l'Ukraine de Zelensky sous la protection des puissances impérialistes. Ils doivent rejeter tous les clans politiques de la bourgeoisie impérialiste, ceux qui tiennent ouvertement un langage guerrier, comme ceux qui prétendent œuvrer pour la paix par des négociations. L'intérêt des travailleurs est de reprendre

Les textes d'orientation soumis à la discussion ont été également approuvés.

Ces textes ainsi que des extraits des discussions seront publiés dans le prochain numéro de notre revue *Lutte de classe*.

Inflation, climat, guerres,

LE CAPITALISME MENACE LA SOCIÉTÉ, IL FAUT LE RENVERSER !



à leur compte, aussi bien ici, en France, qu'en Russie, en Ukraine, et partout où les masses sont angoissées par les préparatifs de la guerre généralisée, le slogan du révolutionnaire allemand Karl Liebknecht : « L'ennemi principal est dans notre propre pays. »

Seul le renversement du pouvoir de la bourgeoisie et de la domination de l'impérialisme sur le monde peut écarter la menace de la guerre mondiale, assurer des relations fraternelles entre les peuples et créer les conditions de leur collaboration pour le bien commun de l'humanité. »

même pouvoir être opéré, et pour finir mourir d'une simple fracture.

Ce drame met en lumière la situation catastrophique dans laquelle l'hôpital de Dijon vit actuellement.

Il manque tellement de personnel au bloc opératoire que le report d'opérations devient la règle, et conduit à transférer les patients vers le privé.

Cette désorganisation prépare le terrain à la politique de démantèlement des hôpitaux.